

Agribashing : fondé ou excessif et stérile ?



L'agribashing est un mot récent qui désigne une tendance à dénigrer l'agriculture et les paysans français, à la fois par la population, les médias ou encore l'Etat. Ce mot est tout d'abord apparu sur les réseaux sociaux en 2016 puis a été ensuite repris par les médias et la politique, notamment par des syndicats agricoles. Mais l'utilisation de ce terme est-elle bénéfique à la cause paysanne ?

Pour répondre à cette question il faut d'abord s'intéresser aux changements que l'agriculture a subis durant ces derniers siècles. Quatre tribunes publiées par *Le Monde* le 8 novembre 2019 vont nous y aider.

Les trois agroéconomistes Aurélie Trouvé, Gilles Bazin et Jean-Christophe Kroll rendent compte de ces transformations dans une première tribune.

Tout commence sous la III^{ème} République. La campagne et les paysans représentent alors des valeurs conservatrices tant du point de vue religieux que laïc, la paysannerie s'opposant aux désordres de l'époque. Sous le régime de Vichy, la campagne et l'agriculture prendront encore plus d'importance devenant modèle du patriotisme français, la devise de l'époque étant travail, famille, patrie. Cette image conservatrice restera longtemps collée à la peau des paysans. Malgré l'apparition de mouvements agricoles plus jeunes et plus modernes comme le syndicat des Jeunes Agriculteurs, la campagne reste principalement représentée par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) qui quant à elle adopte des valeurs beaucoup moins modernes, la fédération étant principalement composée d'anciens membres de la corporation paysanne de Vichy.

Il faudra attendre 1962 et les lois d'orientations agricoles instaurées par le ministre Edgard Pisani (lois réformant les structures paysannes de l'époque) pour qu'un véritable changement s'opère au sein de l'agriculture française. Cette dernière adopte une logique productiviste en privilégiant les grandes exploitations, capables de répondre aux demandes des marchés européens. L'agriculture est alors appelée pétrole vert de la France. Puis jusqu'aux années 1980 cette compétitivité ne cesse de croître notamment à cause du néolibéralisme (principe

économique qui préconise la libre concurrence) qui domine à l'époque. Les réglementations du marché deviennent de plus en plus fines et les paysans sont obligés d'utiliser la technologie, motorisation, chimies, pour faire face à la concurrence. Pour aider ses paysans, la France met en place des aides publiques à l'hectare, la plupart des agriculteurs de l'époque deviennent donc complètement dépendants de l'Etat.

Hélas, en 1980, la demande, à la fois française et internationale, diminue grandement. Les offreurs se retrouvent alors en surproduction et ne savent que faire de leurs surplus. Le marché de l'emploi chute donc à son tour provoquant une explosion du chômage. En même temps les premières critiques sur le mode de production agricole commencent à apparaître.

Avec ces changements et ces nouveaux enjeux l'agriculture aurait dû revoir son modèle, mais, notamment à cause de l'entêtement de certains syndicats et de l'Etat, l'agriculture française est restée hyper productiviste.

Aujourd'hui l'agriculture est scindée en deux groupes. D'une part l'agriculture industrielle, ayant pour but de produire le plus possible. Cette dernière remet en cause l'agriculture familiale. Elle subit de nombreuses critiques à l'heure actuelle. On l'accuse d'être productiviste, dépassée et surtout nocive pour l'environnement. D'autre part, les exploitations plus petites produisant beaucoup moins mais étant plus respectueuses à la fois de l'environnement et du consommateur, en proposant des produits bio par exemple.

Mais l'utilisation à outrance du terme agribashing par certains syndicats pour dénoncer le phénomène, comme notamment la FNSEA, est-elle toujours faite à bonne escient ? C'est la question que s'est posée Gilles Luneau, essayiste, dans une deuxième tribune du *Monde* publiée le même 8 novembre 2019.

La FNSEA a été fondée en 1946 et est le plus gros syndicat agricole français. Ce syndicat utilise très régulièrement le terme agribashing pour dénoncer la mauvaise image donnée de l'agriculture. Selon elle la France n'aimerait pas ses paysans. En effet la France est de plus en plus urbaine et, depuis longtemps, la ville a gagné face à la campagne. Mais cette urbanisation n'est pas synonyme de haine envers les paysans comme tend à le dire la FNSEA, les Français achètent de plus en plus bio, financent des installations agricoles, achètent en circuit court. Cette utilisation permanente de l'agribashing par la FNSEA ne cacherait-elle pas un problème au sein du syndicat ?

En effet la popularité du syndicat s'est dégradée avec le temps ; même si ce dernier est toujours le plus écouté par le pouvoir politique, il ne représente numériquement plus que 26% des agriculteurs français et n'obtient plus la majorité aux élections professionnelles (permettant aux salariés d'élire leurs représentants au sein de différentes instances) que dans une trentaine de 30 départements. Pour comprendre cette baisse de popularité, il faut remonter dans le temps.

Depuis 1950 le syndicat a une position polyvalente diront les optimistes, très instable diront les autres. Effectivement la FNSEA veut servir à la fois les intérêts des petits producteurs et ceux des grandes cultures, les deux ayant évidemment des intérêts très différents. C'est pendant

les trente glorieuses (1945-1975, période de forte croissance économique) que la fédération syndicale, se calquant sur le modèle des usines et profitant des progrès techniques de l'époque, va segmenter le métier de paysan pour une production plus élevée. Seulement à partir de 1970, de nombreuses critiques de ce modèle archi productiviste apparaissent. La FNSEA ne les écoute pas et va commencer, pour se déresponsabiliser, à dénoncer un acharnement de la population sur le monde agricole. Cette « schizophrénie » comme l'appelle l'auteur s'est amplifiée en même temps que les critiques.

La FNSEA et ses décisions ont sûrement joué un rôle dans la dégradation du monde agricole (réduisant le nombre de fermes par six et d'actifs agricoles par dix) en n'acceptant pas les critiques ou les débats par peur de perdre du pouvoir et en s'entêtant aveuglément dans une production intensive.

Cependant, il y a une véritable dégradation des conditions agricoles et une sorte de maltraitance vis-à-vis des agriculteurs français. Le terme agribashing dénonce donc également une réalité. C'est particulièrement le cas pour l'utilisation des pesticides.

Dans un témoignage de Nicolas Girod, agriculteur, publié dans *Le Monde* le 8 novembre 2019, ce dernier explique les problèmes liés à l'utilisation des pesticides en France. Ces dernières années de nombreuses études en ont prouvé la nocivité. Ces produits sont dangereux à la fois pour l'environnement (contamination de cours d'eau, des sols...) mais également pour la population, en effet ils provoquent de nombreuses maladies (cancers, fausses couches, maladies mortelles).

Pour résoudre ce problème, le gouvernement a mis en place une « charte de coexistence » comprenant des mesures censées protéger les riverains des rejets de pesticides, par exemple l'instauration d'une zone de non-traitement interdisant l'utilisation de pesticides à une certaine distance des habitations (allant de 3 à 10 mètres). L'Etat préconise également de « bonnes pratiques dans l'usage des pesticides » : ensemble de consignes adressées aux paysans pour un bon usage des produits (port de masques, de gants etc.)

Mais pour l'auteur, cette charte est malhonnête. En effet ces mesures sont trop faibles pour protéger la population, les pesticides pouvant avoir des effets sur plusieurs kilomètres à la ronde. De plus l'Etat « protège » la population contre des produits qu'il autorise lui-même à la vente chaque année. L'auteur pense donc que cette charte protège plus les pesticides des craintes de la population que l'inverse, donnant un semblant de protection aux riverains qui se sentent rassurés. L'appui des lobbies de pesticides à cette charte en est peut-être une preuve.

Cette charte permet également à l'Etat de se dédouaner en cas « d'accident ». En effet s'il y a un incident, la faute retombera sur le paysan en l'accusant de ne pas bien avoir respecté la charte.

On pourrait se dire qu'arrêter les pesticides est une décision qui dépend tout d'abord des agriculteurs, c'est en réalité bien plus compliqué. En effet depuis des années, l'agriculture est devenue compétitive. L'utilisation des pesticides permet d'avoir de meilleurs rendements, les

producteurs sont donc obligés de les utiliser pour faire face à la concurrence. Si un agriculteur n'en utilise plus, ses rendements seront plus faibles que les autres et il sera dépassé.

Le rôle de l'Etat est donc primordial. Mais hélas, ce dernier, au lieu de trouver et de généraliser des produits alternatifs aux pesticides, ne propose rien de concret et délègue ses responsabilités à des « concentrations » : réunion entre acteurs agricoles locaux qui n'ont que peu de pouvoir et qui ne peuvent donc pas résoudre le problème, pouvant même l'empirer en créant des tensions entre agriculteurs.

Enfin, dans sa tribune du *Monde* du même 8 novembre 2019, la chercheuse Sophie Michel aborde un thème relié aux pesticides, l'agriculture biologique et ses problèmes.

La volonté de changer d'alimentation est présente chez les Français. Le sujet est abordé par les médias, les politiques... Mais seulement 5% des achats alimentaires proviennent d'agriculture biologique et seulement 7,5% de la production est bio. Il y a donc une raison, ce changement rencontre beaucoup d'obstacles.

La première raison vient des agriculteurs eux-mêmes, en effet ils sont nombreux à ne pas être prêts à changer de mode de production.

Une autre raison est l'investissement économique que représente une conversion à l'agriculture biologique. En effet produire de manière biologique est plus coûteux que l'agriculture traditionnelle, ce qui explique le coût plus élevé des aliments bio. Cependant il y a une latence entre le moment où l'agriculteur commence à produire du bio et le moment où il obtient la certification, donc durant cette période il augmente son coût de production mais pas son prix de vente. Pour résoudre ce problème, l'Etat verse des aides aux agriculteurs mais ces aides sont très souvent versées en retard, prenant parfois plusieurs années. Cela peut donc faire peur aux agriculteurs, en particulier aux plus jeunes qui n'ont pas beaucoup de réserves financières.

Cette faille du système pousse donc parfois les agriculteurs à trouver les fonds nécessaires à leur reconversion chez des entreprises privées ou associations, comme à Mulhouse où l'association « Terre de liens » et la fondation Macif aident les agriculteurs bios dans le besoin.

L'engouement de la population pour le bio a également représenté une opportunité pour la grande distribution qui s'est lancée dans la production massive de produits bio. Cela permet donc une démocratisation de cette nourriture, en effet 50% du bio acheté est vendu en hypermarché. Cependant il y a un revers à cette médaille. La nourriture, bien que bio, vendue en hypermarché est très souvent suremballée et importée (40%), cela enlève donc une grande partie de l'aspect environnemental. De plus les petits producteurs subissent une forte concurrence, et se retrouvent confrontés aux prix forcément plus bas de l'agriculture intensive. La meilleure alternative serait une production bio en circuit court.

Elias KOHN (1^{ère} 1), le 16 juin 2020.